

soutien indirect n'était effectivement pas parfait, qu'il fallait peut-être le remplacer avec quelque chose d'autre. Mais il a aussi précisé qu'il fallait avoir une solution alternative avant de renoncer au système existant, car nous voulons continuer à soutenir la presse, et notamment la presse régionale, les journaux de petite et moyenne diffusion, qui contribuent de manière importante au pluralisme des idées et des opinions dans notre pays, ainsi qu'au fédéralisme et à la construction de la démocratie.

Je vous rappelle par ailleurs que ce qui était critiquable il y a un certain nombre d'années a été entre-temps modifié. A l'époque, on disait – et on l'a entendu encore dans des discussions récentes même dans notre commission; j'ai dû corriger cela – que l'aide allait à toute la presse, donc aussi aux grands groupes, qui avaient tous les moyens de financer leur diffusion sans avoir besoin d'une aide indirecte.

Or cela a été corrigé. La Poste, en accord avec le département, a introduit des limitations. Désormais, seuls les journaux régionaux et locaux dont le tirage ne dépasse pas un nombre limité sont au bénéfice de la subvention. Pour illustration, la subvention, pour des journaux régionaux de taille moyenne, peut représenter 700 000, 800 000 ou 1 million de francs par année. Ce sont des sommes importantes pour l'équilibre des petits et moyens journaux.

La commission vous propose de rester sur la ligne que nous avons toujours défendue depuis une quinzaine d'années et de demander au Conseil fédéral de renoncer à des coupes de ce genre tant qu'aucune solution différente, plus moderne, novatrice et adaptée à la réalité de notre époque n'aura été trouvée. Nous savons que la Commission fédérale pour les médias, qui a été instituée grâce à la volonté de la cheffe du département et du Conseil fédéral, est au travail. Laissons-la travailler et abstenons-nous de déposer ce genre de propositions. C'est d'ailleurs un peu offensif envers le Parlement – je l'ai déjà dit –, de revenir à la charge, alors que ce dernier a refusé sept fois de suite des coupes dans ce domaine, comme c'était le cas avec la proposition figurant dans le programme de consolidation et de réexamen des tâches 2014.

La commission a adopté la motion par 9 voix contre 0 et 1 abstention, et j'espère que vous la suivrez sur cette question.

Hêche Claude (S, JU): Permettez-moi, en complément à la qualité du message du rapporteur de la commission, d'apporter quelques éléments supplémentaires pour appuyer la position de la commission.

Nous sommes ici 46 et nous avons sans doute pas loin de 20 références différentes en matière d'information. Quatre langues, 26 cantons, une démocratie directe très active, tout cela nécessite une variété du paysage médiatique dont nous sommes friands. Or, cette variété, le rapporteur l'a rappelé tout à l'heure, est régulièrement attaquée. En effet, ces dernières années, les entreprises de médias ont été confrontées à de nombreuses difficultés économiques. Si on y ajoute les nouvelles solutions de distribution à différents horaires de la journée et la diminution des contributions annuelles sur les tarifs postaux, on ne peut plus parler sobrement de pression, mais carrément de menace de disparition. Cette pression s'exercerait concrètement sur des dizaines d'emplois qualifiés dans des régions où chaque place de travail compte, ainsi que sur les conditions de travail des journalistes, ce qui a des effets sur la qualité des informations.

Les médias locaux donnent des informations naturellement locales et participent de manière non négligeable à la vie des régions, dans toutes les régions linguistiques. Intégrés, ils jouent un rôle primordial et incontournable dans la vie politique locale. De plus, ils sont parfois bien seuls, j'en veux pour preuve les dernières élections fédérales où aucun débat n'a été organisé par les médias nationaux dans mon canton, ni d'ailleurs – je le sais – dans d'autres cantons. Dans ces conditions, ces médias sont dépendants de l'aide de la Confédération. C'est la raison pour laquelle une certaine forme d'encouragement, via la législation fédérale, reste plus que jamais nécessaire.

Il faut toujours tenir compte des particularités de notre pays, de sa géographie, de sa taille et surtout de son plurilinguisme. Maintenir une presse écrite variée et de qualité a, certes, un coût, mais c'est le prix à payer pour protéger les minorités et, partant, notre diversité. Je dirai même plus: notre richesse culturelle. Notre Parlement doit donc s'assurer que le Conseil fédéral élabore des mesures de soutien crédibles s'il devait à nouveau réfléchir à une suppression de l'aide indirecte à la presse.

C'est dans cet esprit que je vous invite également à soutenir la motion Bulliard-Marbach dans sa version modifiée.

Leuthard Doris, Bundesrätin: Es ist so, dass die Aufhebung der indirekten Presseförderung so etwas wie ein Ladenhüter ist. Sie kommt regelmässig bei jedem Sparprogramm, so wie das Pferdegestüt in Avenches, wie die Verwertung der Schurwolle usw. Ich glaube, das haben wir alle schon zimal diskutiert. Wir haben diese Subventionen alle noch. Ich kann es Ihnen nicht ersparen, dass auch in Zukunft bei einem nächsten Sparprogramm diverse Punkte halt wieder aufge-rollt werden. Aber mittlerweile ist das Anliegen der Motion ja gegenstandslos. Sie haben das KAP im letzten Juni beschlossen, ohne die Abschaffung der indirekten Presseförderung. Wir werden diese Förderung selbstverständlich jetzt so weiterführen.

Die Frage der Alternative hat sich aber auch mehrheitlich geklärt. Wir haben den Förderbericht auch publiziert. Sie sehen, wenn man die Fördermodelle effektiv ändern will, braucht das in den meisten Fällen eine Verfassungsanpassung. Das will selbst die Branche nicht. Was noch geblieben ist, ist im Moment, dass man über die Schweizerische Depeschagentur die Unterstützung erhöhen würde, weil das eigentlich gerade den kleinen Verlegern relativ stark helfen würde, Kosten zu senken. Denn dort können sie dann gewisse Elemente der verlegerischen Tätigkeit zu günstigeren Sätzen einkaufen. Das ist noch das, was im Rahmen der heutigen Verfassung und Gesetzgebung übrig bleibt. Sie müssen dann irgendeinmal darüber entscheiden, ob Sie das wollen oder nicht.

Sonst leben wir jetzt mit der Presseförderung. Wie effektiv diese 30 Millionen Franken sind, werden wir sehen. Insofern wird die indirekte Presseförderung einfach jetzt so weitergeführt. Deshalb kann man, glaube ich, auch aus formalen Gründen die Motion ablehnen. Aber wir werden die Presseförderung auf jeden Fall so weiterführen.

Le président (Comte Raphaël, président): Le Conseil fédéral se rallie à la proposition de la commission.

Angenommen – Adopté

14.3830

Motion Landolt Martin. Jagdbanngebiete in Wildtierschutzgebiete umbenennen

Motion Landolt Martin. Transformer les districts francs en zones de protection de la faune sauvage

Nationalrat/Conseil national 12.12.14

Ständerat/Conseil des Etats 03.12.15

Le président (Comte Raphaël, président): Vous avez reçu un rapport écrit de la commission. La commission propose, à l'unanimité, d'adopter la motion. Le Conseil fédéral propose également l'adoption de la motion.

Bischofberger Ivo (C, AI), für die Kommission: Die UREK Ihres Rates hat die am 25. September 2014 von Nationalrat Martin Landolt eingereichte Motion an ihrer Sitzung vom 17. November dieses Jahres beraten. Sie haben einen Bericht erhalten, und so kann ich mich entsprechend kurzhalten.

Das Begehren beauftragt den Bundesrat, «in Artikel 11 des Bundesgesetzes über die Jagd und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel (JSG) den Begriff 'eidgenössisches Jagdbanngebiet' durch 'eidgenössisches Wildtierschutzgebiet' zu ersetzen». Der Bundesrat beantragt in seiner Stellungnahme vom 19. November 2014 die Annahme der Motion, dies ohne schriftliche Begründung. Der Nationalrat hat die Motion als Erstrat mit seinem Beschluss vom 12. Dezember 2014 ohne Diskussion und ohne Gegenstimme angenommen.

Obwohl das Anliegen der Motion in erster Linie terminologischer Natur ist, anerkennt auch unsere Kommission den Handlungsbedarf: Der neue Begriff soll auch die heute veränderte Funktion der ursprünglich 1875 als Reaktion auf eine starke Dezimierung des Huftierbestandes eingeführten Jagdbanngebiete zum Ausdruck bringen. Heute sind Jagdbanngebiete nicht in erster Linie jagdfreie Zonen, sondern sie gelten seit der Revision der Jagdbannverordnung von 1991 als störungsarme Lebensräume für Wildtiere, und als solche sollen sie in Zukunft auch vermehrt wahrgenommen werden.

Die heute mittlerweile 42 eidgenössischen Jagdbanngebiete, das ist der Stand am 1. September 2014 gemäss der Verordnung über die eidgenössischen Jagdbanngebiete, haben nicht zuletzt auch aus Sicht der Biodiversität eine wichtige Rolle: Mit der Anpassung der Ausführungsbestimmungen können künftig neben der Weiterführung des Jagdverbots auch andere Massnahmen ergriffen werden, um die Störungen der Wildtiere zu minimieren; dies jedoch, ohne dass damit parallel eine Ausweitung der Schutzfunktion von Jagdbanngebieten einhergeht. Dies findet seinen Niederschlag dann insbesondere in der zitierten Jagdbannverordnung, und zwar namentlich im 2. Abschnitt, Artikel 5 Absätze 1 und 2.

Entsprechend verweist die Kommission auf die Antwort des Bundesrates auf die Interpellation Landolt 14.4106, die nach der Motion eingereicht wurde. Darin sieht der Bundesrat ausdrücklich keine neuen Kompetenzen im Bereich der Perimeteranpassungen vor und möchte auch an der Kompetenzaufteilung zwischen Bund und Kantonen grundsätzlich nichts ändern. Letztlich sollen auch die geltenden Bestimmungen zur Berücksichtigung von landschaftlichen und topografischen Unterschieden und jahreszeitlich unterschiedlichen Verhältnissen beibehalten werden.

Aufgrund dieser Ausführungen beantrage ich Ihnen im Namen der einstimmigen Kommission, dem Nationalrat zu folgen und die Motion anzunehmen.

Hösli Werner (V, GL): Vielleicht zuerst noch kurz zu meiner Interessenbindung: Ich bin Jäger. Ich bin auch Fischer, aber Herr Zanetti ist jetzt nicht mehr anwesend, und ich wollte das vorhin nicht noch erwähnen.

Der Kanton Glarus hat unter den Kantonen den grössten Anteil an Jagdbanngebieten, gemessen an der gesamten Kantonsfläche. Ich meine, es sind rund 20 Prozent. Er hat 3 dieser 42 Jagdbanngebiete, die der Bund unterhält oder betreibt. Viele sind auf diese Jagdbanngebiete im Kanton Glarus sehr stolz. Früher war es für verwegene Wilderer ein gutes Gebiet für die Nahrungsbeschaffung. Ich kenne viele solche Geschichten. Nun sind die Wilderer ausgestorben, was natürlich die Wilddichte in diesen Jagdbanngebieten erhöht. Darum können nun sogar wir Jäger, zeitlich beschränkt und nur partiell, auch im Jagdbanngebiet auf die Jagd gehen. Man wäre also als Wilderer nicht einmal mehr sicher, dass man da nicht noch plötzlich Jäger antreffen würde. Ob das nun auch bei der neuen Benennung so bleibt, stresst mich eigentlich wenig. Das kann dann der Bund mit dem Kanton ausmachen.

Mehr Sorge macht mir die Tatsache, dass wir in diesen Jagdbanngebieten wirtschaften und sich allenfalls die Gefahr erhöht, dass man in diesen «biodiversitären Wildtierschutzgebieten» beim Wirtschaften respektive bei der Nutzung oder der Erstellung von Anlagen und Gebäuden plötzlich mehr Nutzungshindernisse hat. In der Kommission hat man mir diese Frage in dem Sinne beantwortet, dass mit dieser Umbenennung keinerlei andere Massnahmen verbunden sind. Ich kann nicht gerade sagen, ich habe es ohne Weiteres geglaubt, aber ich habe mich mit der Antwort zufriedengegeben. Nun lese ich in einem Monitoring unserer Parlamentariergruppe «Jagd und Biodiversität», dass wir, also die parlamentarische Gruppe, mit dieser Umbenennung einverstanden sind. Weiter entnehme ich diesem Papier folgenden Satz: «Die damit verbundene Erweiterung des Schutzes in den Jagdbanngebieten wird befürwortet.»

Nun meine Frage an Sie, Frau Bundesrätin: Welcher Schutz wird mit dieser veränderten Benennung ausgeweitet? Oder können Sie mir zuhänden des Amtlichen Bulletins und somit der Materialien versichern, dass keinerlei zusätzlicher Schutz in irgendwelcher Form damit verbunden ist? Dass sich an den Kompetenzen nichts ändert, wie es im Bericht erwähnt wurde, heisst noch nicht, dass nicht an Vorschriften und Weisungen in Bundeskompetenz etwas geändert wird. Ich wäre da um eine Antwort froh.

Graber Konrad (C, LU): Ich danke zuerst dem Präsidenten der Kommission für die Ausführungen. Ich habe auch den Bericht mit Interesse gelesen. Die wesentlichen Elemente sind da bestimmt enthalten. Der Kommissionspräsident hat jetzt insbesondere auch auf die Interpellation Landolt hingewiesen, und das scheint mir sehr wichtig zu sein.

Zu meiner Interessenlage: Ich bin Mitglied der SAC-Sektion Pilatus, ich bin aber auch – dies an die Adresse der Kollegen Ettlin und Wicki – Mitglied der SAC-Sektion Titlis, also exterritorial. Ich wurde in diesem Zusammenhang vom SAC auch kontaktiert.

Wenn man den Motionstext liest, sieht man, dass er ja lediglich formell eine Namensänderung vornehmen will. Das geht auch aus dem Text in der Kommissionsberichterstattung hervor. Ich begrüsse diese Änderung. Ich weiss aber auch, dass im Nachgang zu dieser Motion ja noch diese bekannte Interpellation Landolt 14.4106 eingereicht wurde, um gewisse Fragen noch zu präzisieren. Wenn ich jetzt im Bericht der Kommission lese, ist für mich der massgebende Satz der, dass die Kommission auch unterstreicht, dass gleichzeitig mit der Annahme der Motion keine Ausweitung der Schutzfunktion von Jagdbanngebieten einhergeht. Das hat der Kommissionspräsident vorhin nochmals erwähnt, und das Votum von Herrn Hösli habe ich als in eine ähnliche Richtung gehend verstanden.

Ein zweiter wichtiger Punkt ist, dass es in der Interpellation eine Frage nach der Mitwirkung der Interessengruppen gab, die bei irgendwelchen Änderungen einbezogen werden. Der Bundesrat hat damals geschrieben, dass man einen sehr breiten Einbezug wünschen und sich nicht auf eine Interessengruppe konzentrieren würde. Es wurde auch erwähnt, dass die Kompetenzaufteilung zwischen Bund und Kantonen gleich bleiben soll. Im Kommissionsbericht steht auch, dass man die geltenden Bestimmungen zur Berücksichtigung von landschaftlichen und topografischen Unterschieden und jahreszeitlich unterschiedlichen Verhältnissen beibehalten wird. Ich verstehe darunter, dass insbesondere auch auf Fragen von irgendwelchen Weggeboten Rücksicht genommen wird und dass man nicht beabsichtigt, hier ein Weggebot beispielsweise im Sommer einzuführen, dass man auch – wenn die Berücksichtigung der topografischen Unterschiede angesprochen wird – zwischen Gebieten auf 1500 Metern im Waldgebiet oder auf 4000 Metern auf Gletschern unterscheidet. Da gibt es andere Ausgangslagen.

Ich bin dem Kommissionspräsidenten für seine Ausführungen sehr dankbar, auch für den Kommissionsbericht und dafür, dass man sich am Wortlaut der Motion und nicht an irgendwas anderem orientiert.

Leuthard Doris, Bundesrätin: Wir haben bezüglich Annahme der Motion keine Differenz.

Ich glaube, die Geschichte der Jagdbanngebiete hat sich komplett verändert. Wir hatten vor 150 Jahren in der Schweiz keine Rothirsche, Steinböcke oder Wildschweine mehr, deshalb gab es damals diese Jagdbanngebiete; so ist die Bannung der Jagd entstanden. Heute ist die Gefahr für die Wildtiere natürlich eine ganz andere. Die Jagd spielt da eine sehr positive Rolle, deshalb unterstützen gerade auch die Jäger die Umbenennung. Ich denke, das ist klar und richtig und erfährt breite Unterstützung.

Mir ist nicht bekannt, Herr Ständerat Hösli, dass wir die Intention hätten, diese Flächen zu vergrössern. Sie müssen vielleicht einmal nachfragen, warum das in dieser parlamentarischen Gruppe so in den Text gekommen ist. Es gibt zum Teil schon Aktivitäten, Jagdbanngebiete zu verlegen; Herr Ständerat Graber kennt ein solches Projekt. Das gibt es, dass ein Banngebiet von Kantonen verlegt und arrondiert wird, etwa im Rahmen der Schaffung von neuen Skigebieten oder wenn Seilbahnen umgelegt werden. Herr Ständerat Wicki kennt das auch, dass man in solchen Situationen allenfalls untereinander diskutiert. Das sind Aktivitäten, die aufgrund von kantonalen Projekten immer wieder vorkommen können. Wir haben aber nicht die Intention, die 42 Gebiete, die wir heute haben, die immerhin 3,5 Prozent der Landesfläche ausmachen, von uns aus künstlich oder ohne äusseren Anlass zu vergrössern.

Hösli Werner (V, GL): Das war nicht die Frage. Die Frage war, ob Sie mit dieser Umbenennung der Jagdbanngebiete in «Wildtierschutzgebiete» nicht in irgendwelcher Form den Schutz vergrössern, die Nutzung oder die Bewirtschaftung einschränken oder den Bau von Anlagen mehr behindern, sage ich einmal. Das ist die Frage: Geht es wirklich nur um eine andere Namensgebung, Punkt, Schluss, um keinerlei andere Massnahmen? Oder steckt mehr dahinter?

Leuthard Doris, Bundesrätin: Nein. Wir machen das, was Herr Landolt verlangt und was unterstützt wird. Wir haben noch die Motion Engler 14.3151, die unter dem Titel «Zusammenleben von Wolf und Bergbevölkerung» eine Revision des Jagdgesetzes verlangt. Das wird dort auch einfließen. Das ist es. Mir sind keine weiteren Aktivitäten bekannt. *(Zwischenruf Hösli)* Das käme auf meinen Schreibtisch. Von dort aus würde eine solche Aktivität, wenn sie denn bestünde, gestoppt.

Angenommen – Adopté

12.3122

Motion Amherd Viola. Qualitätslabel für kinder- und jugendgerechte Internetseiten

Motion Amherd Viola. Label de qualité pour les sites destinés aux enfants et aux adolescents

Nationalrat/Conseil national 26.09.13

Ständerat/Conseil des Etats 20.03.14 (Sistierung – Suspension)

Nationalrat/Conseil national 24.09.14 (Sistierung – Suspension)

Ständerat/Conseil des Etats 03.12.15

Le président (Comte Raphaël, président): Un rapport écrit de la commission vous a été remis. La commission propose,

sans opposition, de rejeter la motion. Le Conseil fédéral propose également le rejet de la motion.

Savary Géraldine (S, VD), pour la commission: La motion Amherd traite d'un sujet qui est pris très au sérieux par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture. Il s'agit de la protection des enfants et des adolescents face à Internet. Selon le texte déposé par Madame Amherd, la motion charge «le Conseil fédéral de créer un label de qualité destiné à garantir, par une certification volontaire, que les fournisseurs de services assument la responsabilité des contenus des sites destinés aux enfants et aux adolescents. Ce label devra être en mesure de s'imposer à l'échelle internationale.»

La commission propose, sans opposition, de rejeter la motion. Nous l'avons traitée en juin 2015 lors de notre séance à Lausanne. Je vais vous expliquer les raisons pour lesquelles la commission ne souhaite pas soutenir la motion.

Je précise tout d'abord que la motion a été déposée en 2012. Le Conseil fédéral a donné son avis la même année, en rappelant, tout d'abord, que les parents, avec tout l'amour qu'ils portent à leurs enfants, étaient aussi responsables d'accompagner les enfants dans l'apprentissage d'Internet, et que c'était donc plutôt le rôle des parents que celui du Conseil fédéral de contrôler dans tous les foyers suisses de quelle manière les enfants et les adolescents utilisaient Internet.

Considérant néanmoins que la problématique était extrêmement importante, le Conseil fédéral a approuvé, le 11 juin 2010, le programme national «Protection de la jeunesse face aux médias et compétences médiatiques». Ce programme impliquait tous les acteurs, à savoir la Confédération, les cantons et les représentants de la branche, pour vérifier si les mesures d'autorégulation étaient suffisantes pour protéger les enfants et les adolescents face aux contenus des sites. Il s'agissait de savoir si la Confédération devait soutenir les cantons dans leur démarche.

Le Conseil fédéral avait aussi annoncé qu'il s'occupait de deux interventions parlementaires: la motion Savary 11.3314, «Pornographie sur Internet. Agir en amont», et le postulat Amherd 11.3912, «Donnons un cadre juridique aux médias sociaux».

En 2012, le Conseil fédéral souhaitait attendre les résultats de ce programme national – ce qui paraissait tout à fait normal –, et il proposait le rejet de la motion.

En 2013, le Conseil national a adopté la motion, par 106 voix contre 80 et 5 abstentions. Le Conseil des Etats a décidé de suspendre l'examen de la motion afin d'attendre les résultats du programme national, soit pour la même raison que celle évoquée par le Conseil fédéral.

Le Conseil national s'était alors lui aussi rallié à cette proposition d'ajournement de la décision sur la motion pour voir quels seraient les résultats de ce programme.

Nous nous sommes donc penchés sur cette motion au printemps 2014. En 2015, les deux programmes que je viens d'évoquer ont été achevés. On les a traités en commission et j'en ai déjà parlé dans le cadre de l'initiative parlementaire Amherd. Ces programmes montrent qu'une évaluation des politiques a été engagée et que des mesures supplémentaires devront aussi être prises, parce que le Conseil fédéral, ainsi que la commission, considèrent qu'il y a un certain nombre de lacunes dans la réglementation en matière de protection des enfants et des adolescents vis-à-vis d'Internet. Il faudra analyser s'il sera nécessaire d'intervenir sur la question de la responsabilité civile des exploitants de plates-formes Internet. C'est la question encore ouverte. J'imagine qu'elle sera traitée dans la future loi sur les télécommunications, dans le cadre de la réforme qui est actuellement en discussion au département de Madame Leuthard.

La commission partage donc la volonté de la motionnaire de garantir en Suisse une utilisation des médias qui soit la plus adaptée possible à l'âge des consommateurs. Elle est aussi préoccupée par les lacunes qui existent aujourd'hui en ma-